

## Vocabulaire romanisant et réalité féodale en Provence

Récemment un grand médiéviste constatait, non sans ironie : « Le droit a ses cohortes de fidèles. Leur question de prédilection est celle de l'influence du *jus civile*<sup>1</sup>. » Malgré le nombre des travaux, les causes de sa réapparition, les cheminements de sa pénétration et la portée réelle des transformations qu'on lui attribue sont encore loin d'être tous débrouillés. Pourtant, l'étude de cette véritable acculturation<sup>2</sup> dépasse le cadre étroit de l'histoire du droit et des institutions. Indice — qu'il ne faut sans doute pas privilégier, mais que la nature des sources met à même de saisir mieux que d'autres — d'un lent changement dans les structures de la société, elle permet d'entrevoir, au-delà de l'histoire politique et sociale, dans l'engouement pour le droit romain ou dans les résistances à son égard, le problème plus fondamental des mentalités, dans ce Midi si dépourvu de sources narratives et littéraires.

Les recherches des dernières années ont précisé certains points : importance des centres urbains, en particulier dans la basse vallée du Rhône<sup>3</sup>, début d'une prosopographie des juristes en Septimanie et en Provence<sup>4</sup>, découverte de nouvelles œuvres doctrinales dès le second quart du XII<sup>e</sup> siècle

1. L. GÉNICOT, *Le XIII<sup>e</sup> s. européen* (Nouv. Clio, 18), Paris, 1968, p. 363.

2. N. WACHTEL, *L'acculturation*, dans *Faire de l'Histoire*, Paris, 1974, t. 1, p. 124-146.

3. A. GOURON, *Diffusion des consulats méridionaux et expansion du droit romain aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> s.*, dans *Bibl. de l'Ec. des chartes*, t. 121, 1963, p. 26-76.

4. A. GOURON, *Les étapes de la pénétration du droit romain au XII<sup>e</sup> s. dans l'ancienne Septimanie*, dans *Ann. du Midi*, t. 69, 1957, p. 103-120, et tout récemment J.-P. POLY, *Les légistes provençaux et la diffusion du droit romain dans le Midi*, dans *Recueil... de droit écrit*, t. 9, 1974, [Mélanges R. Aubenas], p. 613-635.

autour de Saint-Ruf<sup>5</sup> qui relance les vieilles questions du *Codi*<sup>6</sup> et des *Exceptiones Petri*<sup>7</sup>, étude serrée des traces du nouveau droit dans les actes de la pratique<sup>8</sup>, toutes ces contributions font désirer une grande synthèse sur les pays de droit écrit.

Deux questions ont pourtant été négligées : l'attitude des princes territoriaux et, pour les origines, les notaires et la diplomatique de leurs actes<sup>9</sup>.

Je voudrais, dans ces lignes, dégager quelques traits de l'utilisation du droit romain par le comte de Provence, à travers les archives de son administration, dont André Villard avait la garde.

On est d'abord frappé par l'intérêt tardif du comte de Provence pour le droit romain, ce qui interdit de voir en lui l'inspirateur de cette renaissance<sup>10</sup>. Manifestations directes de son intrusion chez les comtes de Provence et de Forcalquier, le procès de 1162, toujours cité, où s'affrontent *Rogerius* pour Hugues de Baux et *Bulgarus* pour Raymond Béranger III<sup>11</sup>, et le statut sur l'exclusion des successions *ab intestat* des filles dotées, promulgué la même année par Guillaume IV<sup>12</sup>, ne paraissent pas avoir eu

5. P. LEGENDRE, *La summa Institutionum "Justiniani est in hoc opere"* (Jus Commune, 2), Francfort, 1973. A. GOURON, *Une école juridique française dans la première moitié du XII<sup>e</sup> s.*, dans *Mélanges Aubenas*, p. 363-384.

6. P. OURLIAC, *Sur deux feuillets du Codi*, *ibid.*, p. 595-612. Cf. aussi p. 365, n. 13. Je viens de retrouver deux autres feuillets du Codi dans des débris de couvertures de registres des archives des B.-du-Rhône (1 J 1 provenance inconnue mais locale).

7. Hypothèse ingénieuse de J.J. POLY, art. cité, p. 630.

8. M.-L. CARLIN, *La pénétration du droit romain dans les actes de la pratique provençale, XI-XIII<sup>e</sup> s.*, Paris 1967.

9. R. AUBENAS, *Étude sur le notariat provençal*, Aix, 1931, s'est intéressé fort peu aux origines, de même que M.-L. Carlin. Excellentes remarques dans P. TOUBERT, *Les structures du Latium médiéval*, Rome, 1973, t. 1, p. 95-134 : "les problèmes techniques du notariat".

10. Très tôt les actes privés concernant les comtes montrent des traces du nouveau vocabulaire romanisant, mais les comtes ne l'intègrent pas à leur politique : ils suivent le mouvement.

11. Cité par AZON (éd. du passage dans *Bibl. Ec. Ch.*, t. 129, 1971, p. 52, n. 2).

12. N. DIDIER, *Le texte et la date du Statut de Guillaume II de Forcalquier sur les filles dotées*, dans *Annales Fac. droit d'Aix*, 1950, p. 5-22, et *Les dispositions du statut de Guill. II de F. sur les filles dotées* (1162), dans *Le Moyen Age*, 1950, p. 247-278. Même si les dispositions sont contraires au droit romain, il s'agit bien d'un texte inspiré par le droit savant.

de suites immédiates<sup>13</sup>. Alors que le dernier quart du XII<sup>e</sup> siècle est marqué par un début d'organisation administrative<sup>14</sup>, les juristes, déjà nombreux dans les villes, sont rares dans l'entourage du comte. Le premier juge-mage de Provence connu, en 1179, Garsia de Resa, n'a peut-être pas fait d'études de droit<sup>15</sup>.

La présence de juristes, indispensable à la diffusion du droit romain, n'implique d'ailleurs pas obligatoirement son développement : les juristes de la cour de Philippe-Auguste<sup>16</sup> ou plus tard l'entourage de Philippe le Bel<sup>17</sup> doivent faire écarter l'axiome souvent implicitement admis : présence de juristes = diffusion du droit romain. Si les comtes du début du XIII<sup>e</sup> siècle choisissent leurs collaborateurs dans la petite noblesse, qui en Provence est urbaine et a souvent fait des études de droit, ils suivent une politique générale : alliance avec la petite noblesse contre les grands feudataires. Il se peut que le statut personnel joue autant que la spécialisation juridique<sup>18</sup>.

Il faut donc chercher dans les chartes. Deux expressions se rencontrent à partir du second quart du XIII<sup>e</sup> siècle dans les actes des comtes de Provence : *merum imperium* et *regalia*. La première, tirée du Digeste,

13. Le statut de Guillaume II n'est connu que par des copies du début du XIII<sup>e</sup> s. on avait dès l'époque perdu l'original, s'il y en a eu un.

14. R. BUSQUET, *Les institutions comitales de la Provence au XII<sup>e</sup> s.*, Aix, s.d., 42 p., et *Encycl. B.-du-R.*, t. 2, p. 517-535.

15. C'est en tout cas le père du juriste G. de Cotignac (F. BENOIT, *Recueil des actes des comtes de Provence*, Paris-Monaco, 1925, t. 2, p. 167-169, n° 169). Sur les autres juristes que l'on rencontre, parfois occasionnellement dans l'entourage du comte, cf. J.-P. POLY, art. cité, p. 622-623.

16. P. OURLIAC, *La société languedocienne du XIII<sup>e</sup> s. et le droit romain*, Cahiers de Fanjeaux, 6, Toulouse, 1971, p. 211.

17. J. FAVIER, *Les légistes et le gouvernement de Philippe le Bel*, dans *Journal des Savants*, 1969, p. 92-108. Cf. J.-R. STRAYER, *Les gens de justice du Languedoc sous Philippe le Bel*, Toulouse, 1970, p. 13, qui note que souvent les fonctions des juristes ne leur permettaient guère de mettre en pratique leurs connaissances du droit.

18. Il faudrait bien connaître à partir de quelle époque les titres universitaires l'emportent sur la position sociale. Les quelques cas d'ascension sociale de juristes non nobles semblent exceptionnels avant la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Je ne pense pas qu'ils forment une véritable classe sociale avant le milieu du XIV<sup>e</sup> s., au plus tôt.

s'applique à la justice<sup>19</sup>, la seconde remonte à l'époque carolingienne mais, au XIII<sup>e</sup> siècle, c'est un mot tiré des *Libri feudorum*, lib. II, cap. 55, *Que sint regalia*, texte composé à la diète de Roncaglia en 1158 par les quatre docteurs et passé dans le *Corpus juris civilis*<sup>20</sup>. Mieux que d'autres expressions du droit romain, ces termes me semblent traduire plus qu'une transformation du vocabulaire. Autour du premier, à résonance encore féodale, s'est cristallisée la notion du comte comme justicier suprême, tandis que le second témoigne de la découverte et de l'exploitation de la notion de souveraineté.

*Merum et mixtum imperium* apparaît le premier, mais relativement tard. Le plus ancien exemple connu, postérieur de plus d'un siècle à d'autres indices de la pénétration du droit de Justinien en Provence, est pratiquement contemporain d'une transformation du formulaire de l'hommage que j'ai étudiée ailleurs<sup>21</sup>. Cette mention apparaît dans les statuts de Barcelonnette du 21 février 1232. Le comte y aura un baile ou un *vicarius ad iudicandum... nomine jurisdictionis majoris seu meri imperii*<sup>22</sup>. On retrouve la même expression dans deux diplômes de Frédéric II en

19. L'expression est d'Ulpian, D 2, 1 (*de jurisdictione*), 3 : *imperium aut merum aut mixtum est. merum est imperium habere gladii potestatem ad animadvertendum facinorosos homines, quod etiam potestas appellatur. mixtum est imperium cui etiam iurisdictio inest, quod in danda bonorum possessione consistit. iurisdictio est etiam iudicis dandi licentia*. On peut se demander si ce n'est pas le terme de *mixtum* qui a créé la moyenne justice, ce casse-tête des feudistes : dans ce cas, la précision du droit romain aurait créé une confusion, cf. HENRION DE PANSEY, *Dissertations féodales*, Paris, 1789, t. 2, p. 544, 579.

20. V. COLORNI, *Le tre leggi perdute di Roncaglia (1158) ritrovate in un manoscritto parigino*, dans *Scritti in memoria di A. Giuffrè*, Milan, 1967, t. 1, p. 113-170.

21. "Epistola Philiberti", note sur l'influence du droit féodal savant dans la pratique dauphiné médiéval, dans *Mél. de l'Ec. franç. de Rome*, t. 82, 1970, p. 809-853. Les remarques de cet article peuvent s'étendre à la Provence.

22. BENOIT, *Recueil*, t. 2, p. 255, n° 155. *Fuit actum quod dominus comes debet habere in dicta villa bajulum suum, seu vicarium ad percipiendum redditus suos et jura sua et ad cognoscendum et iudicandum et compescendum per se vel per aliquem sapientem, nomine jurisdictionis majoris seu meri imperii pertinentis ad dominum comitem et suos, tam ex casu querimonie dictorum hominum quam ex officio suo, de criminibus seu maleficiis et causis infrascriptis scilicet de homicidio et ictu seu vulnere facto cum armis, scilicet cum lapide, fuste vel ferro, de quo sanguinis emanaverit, vel de quo deformitas vel debilitas membri vel corporis sequeretur et de adulterio et de incendio et de nocturno latrocínio et violatione sive interruptione vel depredatione vicarum et stratarum et ecclesiarum seu domorum religiosarum sive predicta violentia vel interruptio vel depredatio committeretur de die ac nocte et sive ista crimina supradicta perpetrentur in dicta villa vel in tenimento ejusdem.*

faveur de Raymond Béran ger V, de mars 1232<sup>23</sup>, et dans l'assignation de douaire à Béatrice de Savoie, épouse du comte, du 18 septembre 1232 : « *sive illa sint civitates... dominationes sive signorie vel iurisdictiones aut merum imperium, cavalcate, queste, alberge* »<sup>24</sup>.

L'expression est employée de plus en plus souvent dans les inféodations<sup>25</sup> et lors de l'autorisation, le 6 novembre 1233, d'établir un consulat à Bayons, la citation du Digeste est plus complète : *retento nobis majori dominio et mero imperio et ea que pendent ex eo, scilicet animadvertendi in facinorosos et gladii potestatem et cetera integra que noscuntur ad merum imperium pertinere*<sup>26</sup>, preuve de la parfaite compréhension du terme du côté des officiers du comte.

Les statuts de Raymond Béran ger V, rédigés par des juristes, ne contiennent aucun renvoi explicite au *merum imperium*, mais leur préambule en est inspiré<sup>27</sup>. On pourrait multiplier les exemples, mais pendant

23. Arch. dép. B.duR., B 321 et 322, orig. : *ea que consistunt in mero imperio et mixto*. Dans le second, il invoque l'Authentique *Sacramenta puberum*. Déjà en oct. 1226 l'expression se rencontre dans un diplôme envoyé à Marseille en cassant les consulats : *cum igitur indecens sit penitus et indignum ut ab utiversitatibus talia presumantur que ledunt romani imperii dignitatem et... moluntur sibi partem eorum que ad merum spectant imperium vindicare* (*ibid.*, B 316).

24. BENOIT, *Recueil*, t. 2, p. 263, n° 163.

25. *Ibid.*, t. 2, p. 309, n° 221 b (déc. 1234) ; p. 311, n° 223 (déc. 1234) ; p. 315, n° 232 (avril 1235) ; p. 349, n° 266 (1237, mars) ; p. 369, n° 281 (1238) ; p. 377, n° 284 (l'acte est mal daté, Benoit proposait av. 1227 ou 1237. L'emploi de *merum imperium* av. 1227 n'est pas à exclure ce serait alors le plus ancien exemple connu) ; p. 400, n° 311 (1239) ; p. 410, n° 332 (mai 1240) ; p. 415, n° 337 (juin 1241) ; p. 424, n° 345 (av. août 1241) etc...

26. *Ibid.*, p. 296, n° 196. Le texte n'est pas publié par Benoit mais il avait relevé une partie de l'expression dans son Introduction, t. 1, p. XX, n. 2. Cf. concession de consulat à Allos et Colmars (p. 297, n° 198) : *Retento nobis et nostris majori dominio seu mero imperio vel gladii potestate animadvertendi in facinorosos et super omnibus criminibus que penam sanguinis irrogant vel deportationem infligunt*.

Formule à peu près semblable dans un arbitrage entre les consuls d'Apt et les Simiane qui assuraient *quod merum imperium et omnis iurisdictione contentiosa pertinebat ad ipsos, videlicet habere gladium potestatem ad animadvertendum in facinorosos homines et datio tutoris et curatoris et universas causas audire*. Les arbitres sont trois dignitaires du chapitre d'Apt et les *jurisperiti Bert. Botum, Guil. de Lauda, Ty. Bert et R. Centulionis* (arch. des B.duR., B 347, mai-juillet 1252). Cf. aussi statuts d'Avignon, art. XVIII (De Maulde, p. 132).

27. A l'exception des deux premiers statuts de paix, inspirés du concile de Montpellier de 1214 (BENOIT, p. 153-157, n° 57, 12 avril 1222 et p. 207-214, n° 102, 19 nov. 1226, il n'y a pas d'influence de la constitution de Frédéric I<sup>er</sup> *De pace tenenda*, *Lib. feud.*, lib. 2, tit. 27).

plus de vingt ans on trouve encore des traces d'un formulaire plus ancien<sup>28</sup> et lors de la grande enquête de Charles I<sup>er</sup> d'Anjou de 1251-1252, les enquêteurs hésitent entre *merum imperium* et d'autres formules semblables, mais moins générales<sup>29</sup>. Le marquis de Provence use également de cette expression, par exemple dans la convention du 3 juillet 1236 avec les seigneurs de Caderousse qui tenaient *dominium et seiniorem et jurisdictionem plenam et merum imperium et mixtum... et generaliter omnia exercendo que sub mero imperio et mixto et jurisdictione concludi et intellegi possunt*<sup>30</sup>.

C'est à la même époque qu'apparaît la notion du double domaine : *dominium directum et utile*<sup>31</sup>.

28. Par ex. BENOIT, p. 254, n° 153, 8 déc. 1231 : *salva nobis et nostris successoribus iusticia sanguinis unde aliquis pati debeat membri abscisionem vel capitis truncationem, vel mortem vel exilium vel relegationem vel interdictum.*

29. E. BARATIER, *Enquête sur les droits et revenus de Charles I<sup>er</sup> d'Anjou en Provence*, Paris, 1969, p. 47-52.

30. *Layettes du Trésor des chartes*, t. 2, n° 2455. Cf. t. 3, n° 3937 (mai 1251). Il serait intéressant de suivre l'expression dans les domaines d'Alfonse de Poitiers (Cf. P. OURLIAC, art. cité, p. 211-212, et les remarques d'H. DUBLED, *La seigneurie des comtes de Toulouse dans le comté d'Avignon et le comtat Venaissin au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle*, dans *Recueil... de droit écrit*, t. 7, 1970, p. 157-170).

31. Mais c'est un problème trop compliqué pour être abordé ici. Cf. ED. MAYNIAL, *Note sur la formation de la théorie du domaine divisé du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> s. dans les romanistes...*, dans *Mélanges Fitting*, Montpellier, 1908, p. 409-461, et R. FEENSTRA, *Les origines du dominium utile chez les glossateurs*, dans *Flores legum H.S. Schetteme oblati*, Groningue, 1971, p. 49-93, qui montre l'importance de Pillius pour l'établissement de la notion du double domaine (rapprocher pour le droit féodal de G. Giordanengo, *Epistola philiberti...*, p. 818-820). L'expression *dominium directum* se rencontre dans la coutume de Milan dès 1216 (éd. Besta-Barni, Milan, 1949, p. 132, n° 6). Après un dépouillement encore incomplet on rencontre en 1224 (*Layettes*, t. 2, n° 1658) dans l'hommage de Raimond d'Anduze à Raimond de Toulouse (il s'agit d'un fief de reprise) : *donans et ex causa perfecte donationis concedens et tradens vobis majus et principale dominium omnium predictorum et civilem possessionem quod vel quam in suis feudis domini habent*. En 1230 (*ibid.*, n° 2079, donation en viager de la ville inférieure de Marscille au comte de Toulouse) : *donamus donatione simplici, inter vivos facta et actis sollempniter insinuata vobis domina R. civitatem inferiorem Massilie et jura et actiones... sive sint reales vel personales et mixte... directe vel utiles, occasione dominacionis et senhorie*. On rencontre plus souvent les expressions de *major, plenum, principale dominium* (*ibid.*, n° 2515, 1237 ; 2561, 1237 ; BENOIT, *op. cit.*, t. 2, n° 285, 1233 ; 231, 1235 ; 237, 1235 ; 243, 1235 ; 288, 1238). En 1239, dans l'hommage d'Aymard de Poitiers à Raymond VII de Toulouse l'influence du droit savant est sans équivoque, *Donantes vobis et successoribus vestris in perpetuum, donatione simplici inter vivos et sollempniter insinuata, firma et irrevocabili et in perpetuum duratura majus et directum dominium in omnibus castris judicatis. Tradentes vobis civilem possessionem dictorum castrorum, retento nobis, ut vassallo et feudatario vestro, utili dominio et naturali possessione* (Cf. FEENSTRA, p. 92). Pour le comté de Foix, *Layettes*, t. 5, n° 719 (juill. 1260).

Le recours à la notion de *regalia* intervient une trentaine d'années plus tard, avec Charles d'Anjou. Comme il n'est pas question, pour le comte, de les inféoder<sup>32</sup>, et qu'il n'est pas nécessaire de les réserver, c'est seulement à l'occasion de contestations avec les féodaux qu'il faut les rechercher dans les procès-verbaux d'enquêtes, les interrogatoires de témoins, les consultations juridiques.

C'est en 1263 seulement que le procureur du roi invoque les *regalia* à propos d'une amende qui avait frappé un homme du seigneur de Fuveau. Cet homme, excommunié, avait troublé l'office divin et son seigneur Raimbaud de Villemus réclamait l'amende en vertu de sa pleine et universelle juridiction. Le juge sollicita alors un conseil<sup>33</sup> d'Alain de Lusarche, évêque de Sisteron, et de Robert de Laveno, *juris civilis professor*<sup>34</sup>. Leur avis fut favorable au comte, car l'ordre dans les églises relève de la *majoris segnorie et regalie* du souverain<sup>35</sup>.

Robert de Laveno devint d'ailleurs un spécialiste de la théorie du *merum imperium* et des *regalia*. Raoul Busquet a édité deux de ses consultations, l'une de 1268, l'autre de 1278, qui n'est peut-être pas entièrement de sa main, concernant la définition du *merum imperium*. Il en a découvert une version modifiée du début du XIV<sup>e</sup> siècle. Une quatrième, sur les *regalia*, insérée dans une lettre de Charles I<sup>er</sup> au sénéchal de Provence, lui est

32. La concession en faveur de Burgondion de Trets du *merum et mixtum imperium* et des *regalia* est une interpolation (F. BENOIT, p. 368, n° 280. Autres interpolations ou actes faux, n° 76, 1224 et prise de possession par le comte de Forcalquier, 23 déc. 1199, B 299, cop. XV<sup>e</sup> s.).

33. Sur la procédure, cf. G. ROSSI, *Consilium sapientis giudiciale*, Milan, 1958, in-8°, 337 p.

34. Cf. P. PEYRACHE, *Une famille provençale au XIII<sup>e</sup> s., les Laveno* (DES, Aix, 1962), Robert est connu de 1253 à 1278, ses origines sont inconnues. Rien ne prouve qu'il ait été de la région de Sisteron où il a acquis des fiefs, malgré BUSQUET, *op. cit.* note 36, p. 51, n. 1. Notons qu'il existe une localité de ce nom au bord du lac Majeur en Lombardie.

35. Arch. dép. B.duR., B 362 (vidimus de 1303) et BARATIER, *op. cit.*, p. 50, n. 2. Raimbaud de Villemus réclamait le montant de la condamnation *cum haberet plenam et universalem jurisdictionem* selon un échange avec Raymond Beranger V (BENOIT, t. 2, p. 492, n° 416. Acte connu par une mention du 15 juin 1290 : effectivement les Villemus avaient reçu le *merum imperium*). Mais le cas relevait des *regalia* : *comes est in possessione vel quasi puniendi in dicto loco et in aliis omnibus locis totius comitatus fore ad quemcunque pertineant deliquentes in ecclesiis et turbantes officium divinum et etiam insidiatores.*

attribuée ainsi qu'à Pierre de Ferrières. La discordance des données chronologiques ne permet pas de croire à sa totale authenticité, mais c'est un texte de la première moitié du *xiv<sup>e</sup>* siècle, sans doute un remaniement<sup>36</sup>.

Pierre de Ferrières, chancelier du comte et archevêque d'Arles, a laissé un court traité de *mero et mixto imperio*, encore inédit<sup>37</sup>. L'intérêt de ces textes est d'être à la charnière du droit savant et de la pratique ; ils montrent aussi à quel point, à la fin du *xiii<sup>e</sup>* siècle, les deux notions étaient liées.

Une enquête de l'extrême fin du siècle, relative aux droits du comte à Moustiers, présente elle aussi un grand intérêt. Notaires ou *jurisperiti*, les témoins interrogés ont donc, ou sont censés avoir, des connaissances juridiques<sup>38</sup>. Discrète personne maître Pierre Pascal, sans doute notaire, sait que la cour a les *regalia*<sup>39</sup> *et omnia ea et singula que in regalibus continentur* dans les comtés de Provence et de Forcalquier. Le notaire Pierre Taberletia, comme son confrère Et. Barba, déclare en revanche *se nescire que sint regalia nec pertinentia ad regaliam cum sint verba juris et ignoret jus*, mais les deux sont capables de donner quelques exemples concrets. Pierre Laurent, juriste, ne se souvient pas exactement des termes du chapitre des *regalia* et n'a jamais vu exercer tous les droits royaux, mais il sait que le comte les possède en vertu d'une concession de Frédéric II

36. Voir pièce justificative n° 1. R. BUSQUET, *L'histoire d'une consultation du XIII<sup>e</sup> s. sur le merum imperium et l'origine des cas royaux en Provence*, dans *Etudes sur l'ancienne Provence*, Paris, 1930, p. 51-68.

37. Naples, bibl. naz., III A 6, fol. 167 v° a - 168 r° b (signalé par G. D'AMELIA, *Indagini sulla transazione nella dottrina intermedia*, Milan, 1972, p. 150, n. 3) rapprocher des *Note aux Statuta facta per Consilium Provincie et dominum senescallum sub anno dni m° cc° lxxxvi°*, in *mense septembri* (arch. dép. B.duR., B 206, fol. 12-13). Cf. les statuts de 1304, promulgués par P. de Ferrières, *de delictis qui committuntur in viis publicis et in locis religionis, de viis publicis* (Ch. GIRAUD, *Essai sur l'histoire du droit...*, Paris, 1846, t. 2, p. 59-60) et de la lettre de Charles 1<sup>er</sup> du 25 mars 1276 (A. DE BOUARD, *Actes et lettres*, n° 942). Au milieu du *XIV<sup>e</sup>* s. le professeur toulousain Pierre Hélie est lui aussi l'auteur d'un traité de *mero et mixto imperio* (Paris, bibl. nat., lat. 4031, fol. 272 v° - 280 v° ; cf. Urgel, ms 2109, fol. 216 r°, P. Legendre, *R.H.D.*, 1964, p. 703, n. 20).

38. Arch. dép. B.duR., B 1084, fol. 38-45 (signalé par Baratier, *op. cit.*, p. 37, n. 1), fragment d'enquête s.d. mais le notaire instrumentant se retrouve en 1302.

39. Ceci contredit ce que pensait R. Busquet sur la répugnance à parler des *Regalia* (*L'histoire...*, p. 67).



à Raymond Béranger V lorsqu'il l'a armé chevalier<sup>40</sup>. Autre juriste, Jacques de Vastalla, qui fut juge de Moustiers pendant environ vingt ans, peut citer de mémoire la constitution des *Libri feudorum* sans trop d'erreurs, mais les exemples qu'il donne sont vagues et paraphrasent le texte juridique. Il connaît la concession de Frédéric II : il a vu le document original, avec d'autres privilèges, à Aix, dans la tour du Palais, dans la salle basse au pied de l'escalier. Pierre Baboti, juriste d'Aix, a exercé les fonctions de juge dans diverses localités de Provence. Il connaît le chapitre des *regalia*, a vu exercer quelques-uns de ces droits par la Cour, *per consuetudinem* (soit *usus longevus vel jus non scriptum*), mais déclare qu'ils ont été concédés par Frédéric II *tempore quo dominus Raymundus Berengarius fuit singulo milicie decoratus*. Il a appris des ambassadeurs mêmes du nouveau roi que celui-ci a demandé confirmation de ces privilèges au roi d'Allemagne.

Ce qui surprend, ce n'est pas le contraste juristes-notaires, auquel on pouvait s'attendre, mais l'unanimité des premiers pour attribuer la concession des *regalia* à Frédéric II ; le privilège de 1162 est oublié<sup>41</sup> ; c'est aussi le mélange droit et coutume. Bien que des témoins aient exercé leurs fonctions dans des baillies dotées de statuts par Raymond Béranger V, aucune allusion n'y est faite. Sans doute, comme ceux des villes du Midi, ont-ils eu peu de succès.

Des enquêtes et certains procès du XIV<sup>e</sup> siècle tournent autour de la définition des *regalia*, comme à Fuveau en 1303, mais désormais la notion est entrée dans le domaine courant<sup>42</sup>.

40. Raymond Berenger V fut armé chevalier à la fin de l'année 1235 (BENOIT, *op. cit.*, t. 1, p. XVIII, n. 2) mais Frédéric II, favorable à Raymond VII de Toulouse, ne lui concéda par les *regalia* à cette occasion (P. FOURNIER, *Le royaume d'Arles...*, p. 142).

41. Arch. dép. des B.duR., B 285, 18 août 1162 (*vidimus* de 1274), inféodation à Raymond Béranger III du comté de Provence et concession des *regalia* moyennant un cens annuel de 15 marcs d'or, poids de Cologne. Cf. P. FOURNIER, *Le royaume d'Arles*, p. 28-30.

42. Arch. dép. des B.duR., B 420, l'affaire se termine par un compromis où est défini avec précision le *merum imperium* ; pour les *regalia* on renvoie aux cas admis en Provence *de jure vel de consuetudine*.

Il est bien connu que c'est sous Robert II (1309-1343) que triomphe la notion romaine de l'État. Une consultation de 1341, où s'allient les notions de mère empire et de droits royaux, en est l'illustration à peu près parfaite<sup>43</sup>. L'affaire est au départ banale : en cas d'absence du roi, les procès où, directement ou indirectement, le fisc royal est intéressé ne peuvent être jugés en Provence, mais doivent être évoqués jusqu'à lui. La consultation est la réponse du conseil napolitain du roi à une supplique des nobles de Provence qui voulaient faire rapporter la décision. Au-delà du simple épisode de la lutte d'influence entre les conseillers napolitains de Robert et la cour d'Aix<sup>44</sup> et de l'intérêt juridique du texte, il est intéressant de constater l'esprit centralisateur qui l'anime : aucune considération pratique sur la distance, les délais, les inconvénients pour les justiciables, ne vient contrebalancer l'exemple de l'empereur romain dont les possessions voyaient le soleil se lever et se coucher et qui comprenaient toute la terre régie par la loi romaine et la religion catholique, mais qui se réservait certaines affaires ; le souvenir aussi de Frédéric II qui se faisait envoyer en Allemagne des documents sur un château de la Capitanate.

On a déjà remarqué que l'absolutisme était le trait essentiel de l'idéal du bon gouvernement de Robert<sup>45</sup>. Il est bien certain qu'il y a loin de la grandiloquence de ces déclarations à la réalité, mais si R. Strayer a pu douter de l'importance du droit romain dans le développement du pouvoir royal de Philippe le Bel<sup>46</sup>, son rôle est indéniable pour la Provence. Des premières mentions éparées du *merum imperium* à l'identification éclatante à l'empereur romain, il y a la lente transformation — plus d'un siècle — du comté de Provence en un état féodal romanisé. L'aspect paradoxalement

43. Cf. pièce justificative n° 2.

44. R. BUSQUET, *Etudes...*, p. 45 : "il est hors de doute que le haut personnel napolitain est très hostile à l'autonomie administrative de la Provence".

45. E.-G. LÉONARD, *Les angevins de Naples*, Paris, 1954, p. 271.

46. J.-R. STRAYER, *op. cit.*, p. 42-44. Au niveau spéculatif, il est certain que les juristes son très favorables à la toute puissance de l'Empereur ou du roi et je ne pense pas que c'est à Paris que les juristes ont acquis la "religion de la monarchie". cf. M. BOULET-SAUTEL, *Le princeps de Guillaume Durant*, dans *Mélanges Le Bras*, Paris, 1965, t. 2, p. 803-813 et R. FEENSTRA, *J. de Beano et la formule "Rex Francie in suo regno princeps est"*, *ibid.*, p. 885-895.

moderne du droit romain ne doit pas faire oublier en effet les structures sociales dans lesquelles il est appliqué : malgré leurs bonnes connaissances juridiques, les légistes, tant Napolitains<sup>47</sup> que Provençaux, n'ont pu concevoir, sauf peut-être au niveau des représentations mentales, un état où le souverain ne soit pas en même temps suzerain. Ils ont en revanche donné à la féodalité provençale des XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles une originalité certaine en la réduisant le plus possible aux normes du droit romain.

On a coutume de célébrer à l'envi l'habileté des rois de France qui se sont toujours gardés de donner une définition précise des cas royaux. L'exploitation par les comtes de Provence de textes parfaitement définis montre que la rigidité du droit romain peut aussi bien mener à l'absolutisme que la plasticité du droit coutumier.

Gérard GIORDANENGO.

### Pièces justificatives

— 1 —

1280, 20 mars (date fautive<sup>48</sup>). — Naples.

*Lettre de Charles, roi de Naples et comte de Provence au sénéchal Henri de Voisins contenant une définition des regalia attribuée à Robert de Laveno et à Pierre de Ferrières.*

Archives dép. des Bouches-du-Rhône, B 1375, fol. 13 v<sup>o</sup>-14 r<sup>o</sup>, copie, v. 1350. Signalé : Ed. BARATIER, *Enquête...*, p. 37, n. 2 ; G. GIORDANENGO, *Consultations...* dans *Bibl. éc. ch.*, t. 129, 1971, p. 51, n. 3.

Regalia

Karolus Dei gratia etc. Henrico de Vicenis<sup>49</sup> senescallo Provincie gratiam et bonam voluntatem. Juxta comissionem factam venerabili patri eadem gratia Petro

47. J'ai montré dans les *Mélanges Aubenas* (p. 349) leur intérêt pour le droit féodal. S'il y a eu influence de l'empereur c'est bien celle, indirecte et posthume, de Frédéric II, auteur des *Constitutions de Sicile* et créateur de l'université de Naples. Il est certain aussi que le fait d'être roi a poussé le comte de Provence à vouloir y être souverain, mais en 1263 il n'est pas encore roi lorsque pour la première fois ses officiers invoquent les *regalia*. Il manque pour la Provence l'équivalent de R. TRIFONE. *La legislazione angioine*, Naples, 1921.

48. On ne retrouve tous les personnages cités, à l'exception de Robert de Laveno, qu'en 1296-1298. La copie est très défectueuse.

49. Sénéchal de janv. 1294 à févr. 1298, F. CORTEZ, *Les grands officiers*, p. 48-50.

de Ferrariis, Arelatensi archiepiscopo, regni Sicilie cancellario<sup>50</sup>, ac Roberto de Lavena, juris civilis professori<sup>51</sup>, super regalibus ut inter nos, barones et nobiles Provincie inposterum nulla possit oriri questio, post recommendationem debitam, declaratio sequitur per hec verba :

Quod colloquiis multis habitis non fuit prolixitate verborum et revolutione jurium que sequuntur ad regalia pertinere. Primo universa et singula que in *Feudorum* sunt edita sub rubrica, *que sunt regalia*<sup>52</sup>, et ad regalia dicimus pertinere monetam cudere ac punitionem falsariorum, per quemcumque modum falsum in ea quomodolibet comitatur, et specialiter que adversus prelatos et personas alias religiosis in eorum offensam comituntur, debeat ad regalia pertinere

Necnon dicimus consensum sine portu armorum et portum ipsum ad regalia pertinere quia cum certi prelati et nobiles Provincie in terminis in quasi possessione se esse asseruerunt super proprietate et possessione si privilegio vel prescriptione juxta jus habent, dominus<sup>53</sup> rex per se vel commissarium deputandum eis ministret justicie complementum.

Verum si per creatos notarios ad ipsum comitum regem vel predecessores ejus crimen falsi infra terras prelatorum et baronum comitatur per quod examinari debeant ex officio amoveri, ad ipsum dominum regem dicimus pertinere, licet ad prelatos et barones Provincie pertinent de creatis per eos, si hoc eis competat de jure creare notarios, specialiter si delictum infra terras ipsorum commissum fuerit per eosdem.

[Verum si<sup>54</sup>] nuncii seu officiales regii in terris prelatorum vel baronum [Provincie<sup>54</sup>] ut exercendo officium eorum, in hiis casibus in quibus possunt de jure regio a jure premissis, vel contra eos aliquid comitatur, ad dominum regem pertinet punitio, licet si non exercuerint suum officium, ad prelatos et barones utroque casu punitio pertinet, cum extra eorum territorium censeantur puniati.

Super banneriis extat regalis constitutio quam justam credimus, sed declaratione indiget quando contra eos delinquitur in tabernis vel aliis locis vilibus, quod non sine ratione de officialibus aliis regiis est censendum, cum in dictis locis jus dicere et sedere sit ventum<sup>55</sup>.

Quare tue fidelitati precipimus ut declarationem ipsam facias inviolabiliter observari cum in nostro examinato consilio fuerit approbata.

Datum Neapoli per Bartholomeum de Capua, militem, logothetam regni Sicilie et prothonotarium<sup>56</sup>, anno Domini m<sup>o</sup> cclxxx<sup>o</sup>, die xx<sup>a</sup> martii, regnorum nostrorum anno VI<sup>o</sup>.

50. Apparaît comme chancelier le 15 avril 1296, L. CADIER, *Essai sur l'adm. du roy. de Sicile*, Paris, 1891, p. 250. Archevêque d'Arles en 1303 il meurt en oct. 1307.

51. R. de Laveno est connu de 1253 à 1278 (+ av. le 11 juillet).

52. *Libri feudorum*, 2, 55 (56).

53. *Noster annulè*.

54. Déchirure.

55. Cf. A. de BOUARD, *Actes... de Charles I<sup>er</sup>*, n<sup>o</sup> 1054.

56. Barth. de Capoue ne porte ces deux titres que de 1296 à 1302, L. CADIER, *op. cit.*, p. 201.

— 2 —

1341, 16 juillet. — Aix.

*Signification, par le sénéchal Philippe de Sanguinet, aux membres du conseil royal d'Aix d'une consultation des commissaires royaux concernant une supplique des nobles du comté de Provence qui se plaignaient que les procès où était impliqué le fisc royal ne puissent, en l'absence du roi, être jugés en Provence.*

Archives départementales des Bouches-du-Rhône, B 526, expédition destinée aux archives du comte, parch.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi, amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo trecentesimo quadragésimo primo, die sextodecimo mensis julii, nove indictionis, regnante serenissimo principe et domino nostro domino Roberto, Dei gratia rege Jherusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii ac Pedimontis comite, regnorum ejus anno tricesimo tercio feliciter, amen. Ex tenore hujus publici instrumenti universis pateat tam presentibus quam futuris quod presentatis noviter magnifico viro domino Philippo de Sangineto, militi, regio dictorum comitatum Provincie et Forcalquerii senescallo<sup>57</sup>, quibusdam regis litteris clausis et suo secreto annulo sigillatis cum quibusdam capitulis et responsionibus factis ad scripturas oblatas super negotio et pro parte nobilium Provincie infrascriptis. Predictus dominus senescallus cupiens ipsas regias litteras exequi reverenter ipsisque litteris, capitulis et responsionibus ac aliis in eis contentis appetitis, convocato regio consilio Aquis residenti in quo erant presentes egregii viri domini Johannes de Revesto, miles, juris civilis professor, Bonifacius de Fara, magne regie curie magistri rationales, Franciscus de Barba, major et secundarum, Matheus de Porta, primarum appellationum iudices dictorum comitatum Provincie et Forcalquerii, juris civilis professores, Petrus de Vineis, de Capua, Guillelmus Henrici, de Cadaneto, jurisperiti, procuratores regii et advocati<sup>58</sup>, Jacobus Jusberti, Guillelmus de Sparrono, juris civilis professores, Jacobus Ardoini, Bulgarinus de Tiboldis, jurisperiti, et nobilis vir Thomassius de Portu, de Massilia, vicarius civitatis Aquensis, predictas litteras necnon capitula, responsiones et alia in eis scripta prout in ipsis regis litteris clausis et sigillatis invenit in ipso consilio legi fecit et etiam publicari quorum tenores secuntur ut ecce tenor dictarum litterarum :

Robertus, Dei gratia Jerusalem et Sicilie rex, senescallo comitatum nostrorum Provincie et Forcalquerii consiliario et fideli nostro gratiam et bonum voluntatem. Ecce mictimus tibi presentibus interclusum transumptum responsionis commissariorum nostrorum cum deliberatione consulta consilii ad scripturas oblatas super negotio et pro parte nobilium Provincie. Quodquidem transumptum publice legi facias in presentia totius consilii nostri Provincie et deinde in publicam for-

57. Sur ce personnage, sénéchal de 1330 à 1348, cf. F. CORTEZ, *op. cit.*, p. 62-67.

58. Cf. F. CORTEZ, *op. cit.*, s.v., pour tous ces conseillers.

mam redegi, in archiv'o nostro Aquensi ad perpetuam cautelam curie conservandum. Postmodum vero ordines inde fieri duo transumpta quorum unum cardinali Petragoriensi et de Montefavesio<sup>59</sup> et aliud Johanni Cabassole debeas destinare<sup>60</sup>. Datum Neapoli, sub anulo nostro secreto, die primo marcii, viiii<sup>e</sup> indictionis.

Tenor dictorum capitulorum et responsionum ac aliorum infradictas litteras transmissorum sequitur et est talis : Inclite princeps et domine reverende recepimus nuper a majestate vestra quandam cedulam secreto anulo vestro signatam que erat seriei per omnia infrascripte :

« Nos, Dei gratia, Jerusalem et Sicilie rex, comictimus et mandamus vobis.. archiepiscopo tam vicecancellario, Johanni Grilli<sup>61</sup>, vice pothonotario, et Roberto de Ponciaco, curiam vicarie regni regenti, juris civilis professoribus, dilectis consiliariis et fidelibus nostris quatenus scripturas sive scripta nobilium Provincie convenientes propterea videatis et examinatis et majestati nostre postmodum referatis. Datum Neapoli, sub anulo nostro secreto, die xxviii<sup>i</sup> januarii, viiii<sup>i</sup> indictionis »

Volentes igitur vestris regiis jussionibus promptius obedire scripturas ipsas omnes pro parte dictorum nobilium nobis oblatas ac etiam assignatas per nobilem virum Albertum Blacassii, dominum de Bello Disnari, et Johannem Camole, de Aquis, juris civilis professorem, vidimus et inspeximus diligenter et ipsas, cum attentione debita quam cognovimus tanto negotio convenire, examinavimus et pluries convenientes in unum super illis et de illis frequenter mutuum collationem habuimus. Et quia scripture seu allegatione ipse per nos ut predicatur vise et examine aliqua presupponunt in facto et aliqua in jure ideo ad hoc ut serenitati vestre per nos fiat de predictis relatio lucida, plenaria et fidelis quedam capitula in scripturis ipsis contenta materiam facti declarantia ac etiam exprimentia necessario de verbo ad verbum sicuti in scripturis ipsis formaliter continentur presentibus prius vidimus inserendi ne in posterum super facto ipso quod interdum prudentissimos fallit, ut ff de *juris et facti ignorantia*, lege ii<sup>a</sup>, in fine<sup>62</sup>, possit aliqua dubietas vel varietas inde pretendi vel quomodolibet allegari et deinde quid nobis de jure videtur esse dicendum ac etiam respondendum duximus presentibus annotandum.

Tenor vero dictorum capitulorum talis est : et primi videlicet materia facti super quo allegandum est summarie talis est : « pro parte baronum et nobilium comitatum Provincie et Forcalquerii majestati regie Jherusalem et Sicilie extitit supplicatum quatenus gravamen dictis baronibus et nobilibus eorumque hominibus, quinyimo et toti Provincie per errorem facti illatum ex ordinatione regia per quam

59. Elie Talleyrand de Périgord, cf. B. GUILLEMAIN, *La cour pontificale d'Avignon*, p. 244-248, et Bertrand de Montfauès, card. d. de S. Maria in Aquiro, (1316-1342), cf. M. Dykmans, *Les palais cardinales d'Avignon*, dans *Mél. de l'Ec. franç. de Rome*, M. Age, t. 83, 1971, p. 408.

60. Cf. G. GIORDANENGO, *Consultations juridiques*, dans *Bibl. Ec.*, ch., t. 129, 1971, p. 56-58 ; M. HAYEZ, *Jean Cabassole*, dans *Dir. biogr. degli Italiani*, t. 15, 1972, p. 676-678.

61. Cf. E.-G. LÉONARD, *Les angevins*, p. 279. R. TRIFONE, *op. cit.*, p. XX, XXII.

62. D 22, 6, 2.

mandavit et ordinavit quod omnes questiones fiscum suum tangentes, directe vel indirecte, non possint terminari in Provincia, dignaretur tollere et clementer etiam revocare. »

Tenor secundi : « quinto et ultimo ratione negligentie et defectus justicie inductionis nam dicta ordinatio per quam mandavit et ordinavit quod omnes questiones fiscum suum tangentes, directe vel indirecte, non possint terminari in Provincia ipso absente de comitatibus antedictis sine speciali sui et mandato, etc. »

Tenor tercii : « et quod secundum Deum et justitiam revocare teneatur ipsa regia celsitudo rpsonsionem quam fecit supplicationi pretacte et dictum gravamen in ipsa supplicatione insertum tollere et penitus enervare ostenditur iuribus et rationibus infrascriptis. »

Hiis igitur ut pote in facto consistentibus seriose ac cautelose premissis, ecce culmini vestro quid nobis exinde de jure videtur fore dicendum ac etiam respondendum per modum qui sequitur duximus referendum. Et in primis dicimus et absque dubitatione tenemus quod dicta vestra regia ordinatio per quam mandastis et ordinastis quod omnes questiones fiscum vestrum tangentes directe vel indirecte minime possint terminari in Provincia vobis absentibus de comitatibus antedictis sine speciali vestri consensia et mandato fuit et est justa et tanquam justicie consona potuit rite procedere et per consequens non continuit neque continet ordinatio ipsa gravamen aliquod indebitum vel illicitum quod cogente justitia necessario per majestatem vestram sit tollendum, et ut verbis eorum utamur « enervandum », et hoc ostendimus seu declaramus per subscriptum modum. Certum est enim quod dominus noster rex qui est rex Sicilie et comes Provincie et Forcalquerii habens, tenens et possidens multa jura regalie in comitatibus supradictis licet in ipso regno Sicilie a certo tempore citra residentiam fecerit et sic a comitatibus ipsis absens fuerit in dictis comitatibus et in homines eorundem habuit semper et habet, retinuit semper et retinet jurisdictionem, merum et mixtum imperium cum gladii potestate que continue exercuit et exercet ibidem et in eos per senescallos et alios officiales regios qui fuere pro tempore et nunc sunt qui jurisdictionem ipsam, merum et mixtum imperium et gladii potestatem exercuerunt et exercent continue utpote membra et pars majoris curie sue, argumentum Codice, *de apparitoribus pro consulis et legati*, lege II<sup>a</sup>, libro XII<sup>o</sup> <sup>63</sup>, ibi et rei publice membra, etc., et ibi notatur in glosa que incipit *ut enim homo*, etc., et in *Autentica de urbarie prefecture*, § *si vero ibi et maxime curie pars esse videatur*, etc. <sup>64</sup>. Habent enim ipsi senescalli et alii officiales regii in comitatibus memoratis jurisdictionem non propriam, ut ff *de officio ejus cui mandata est jurisdictio*, lege I<sup>a</sup> <sup>65</sup>, qui mandatam sed potius commendatam ut Codice *de officio vicarii*, lege I<sup>a</sup>, in fine <sup>66</sup> et *de officio ejus qui vicem alterius judicis obtinet*, lege *sugerente* <sup>67</sup>. Et ideo non potest nec debet apud peritos rationabiliter in du-

63. C 12, 55, 2.

64. *Jul. epit.*, 56.

65. D 1, 21, 1.

66. C 1, 38, 1.

67. C 1, 50, 2.

bium revocari quin prefatus dominus noster rex potuerit, licet absens de comitatibus memoratis, et in regno Sicilie, ut predicatur, residentiam faciens, tanquam ille qui in comitatibus ipsis habuit et habet, retinuit semper et retinet proprietatem, dominium et plenum jus ac jurisdictionem omnem in homines eorumden, jubere et mandare ordinationem predictam utpote fiscalibus et publicis utilitatibus suis expedientem et utilem ut putat per senescallos et alios officiales suos posse et debere in dictis comitatibus inviolabiliter observari et hoc est quod clare dicit lex illa ultima ff *de officio prefecti urbis* ibi dum dicitur : « prefectus urbis cum terminos urbis exierit jubere potest intra urbem »<sup>68</sup>, et hoc iddem notatur ff *de jurisdictione omnium iudicum*, in lege *extra territorium*<sup>69</sup>, in glosa que ponitur super verbo *impune*, et in simili notatur ff *de officio presidis*, lege III<sup>a</sup><sup>70</sup>, ubi ponitur exemplum de rege Anglie quod non eo ipso quod est extra Gasconiam ob hoc videatur in Gasconia jurisdictionem et imperium perdidisse quia nichilominus remanet apud eum. Et si continue per predecessores domini nostri regis et ipsum dominum nostrum regem abhactenus extitit observatum ut quamvis in regno existerent, frequenter, ymo continue, in comitatibus ipsis Provincie et Forcalquerii iudices miserunt, causas delegarunt, diversas ordinationes, jussiones et mandata fecerunt ac etiam promulgaverunt, sicut certum est omnibus et celebri fama vulgatum. Romanus etiam princeps, qui universis fere populis ex potestate preheminentia presidebat, qui dominabatur in universa dictione que ascendentem videt et descendentem solem et qui ex utroque latere est, il est in meridie et septentrione, ut in Autentica *ut omnes obediant iudicibus provinciarum, considerantes*, collatione V<sup>a</sup><sup>71</sup>, et in omnibus insulis que usque ad ipsos Oceani recessus extenduntur, ut in Autentica *ut ecclesia Romana*, § *quod ergo in nostra*, collatione II<sup>a</sup><sup>72</sup>, et in omni terra quam Romanorum continet lex et catholice ecclesie sancio, ut in Autentica *de non alienandis*<sup>73</sup>, circa finem, collatione II<sup>a</sup>, recipiebat consultationes undique iudicum remotorum, sicut patet in uno de multis, causa exempli posito, dum divus Marcus imperator Scapulle Tertullo presidi rescripsit et mandavit ut in casu contingente in personam Elii Piscis non procederet ad executionem et diffinitionem nisi eo consulto, ut ff *de officio presidis*, lege *divus*, circa medium, ibi et *siquidem tale compereris consules nos*<sup>74</sup>. Justinianus etiam princeps catholicus habens ubique summe imperialem plenitudinem potestatis provise statuit quando res donatur a principe donatarium fore securum sed adversus fiscum ei cui res est donazione concessa competere actionem ut tamen ipsa moveatur actio cum principis jussione et competentem mereatur effectum, ut ad litteram ponitur Codice *de quadriennii prescriptione* lege *bene a Zenone* circa remedium legis in versiculo et nemo ibi *ut ex nostra jussione causa moreatur et competentem mereatur effec-*

68. D 1, 12, 3.

69. D 2, 1, 20.

70. D 1, 18, 3.

71. Aut. 5, 24, 69, 1.

72. Aut. 2, 4, 9.

73. Aut. 2, 1, 7.

74. D 1, 18, 14.



tum<sup>75</sup>. Igitur advertat cujusvis circumscripta provisio quantum imperio romano subjectus agens in remotissimis partibus perferebat laborem discurrendo ad impe-trandum a principe hujusmodi jussionem et sic de omnibus in partibus longinquis agentibus qui pro relatione seu consultatione reservatorum certorum specialium ad ipsum principem venebant consideratio similis habenda censetur. Nonne enim in hiis que diminutionem seu dampnum rei publice utilitatis respiciunt seu respi-cere possunt semper est secunda principis jussio necessario expectanda, ut in *Autentica de mandatis principum*, § *deinde competens*<sup>76</sup>, et in *Autentica ut nulli judicum*, § *hoc vero jubemus*<sup>77</sup>, unde licet ipsa consultatio seu relatio videatur aliquatenus onerosa subjectis, communi bono cujus est caput et rector gubernans dominus et ministrans sequitur esse proficua, cujus commoditas privato commodo est rationabiliter preferenda, Codice *de caducis tollendis*, lege una, § finali<sup>78</sup>, et Codice *de primipilo*, lege *utilitas publica*, libro XII<sup>o</sup><sup>79</sup>, cujus rei causa quondam dominus Fredericus, Romanorum imperator et rex Sicilie, qui Imperium et regnum Sicilie diverso et separato jure tenebat, sicut est et esse debet omnibus notorie manifestum, statuit sue constitutionis edicto in causis fiscalibus simile ordina-tioni pefate regie consultationis seu relationis remedium adhibendum sicut in sua constitutione clausa certo volumine clarius continetur. Et ne longe in similibus petantur exempla, pefato quondam domino Frederico, Romanorum imperatori, rege Sicilie existente, et eo ipso regno morante, quod regnum diverso et separato jure tenebat sicut superius est expressum, appellations consultationes et relationes de partibus Alamanie et aliis remotissimis locis ad ipsum continue veniebant, sicut de hiis adhoc memoria in presenti per registra ipsius domini Frederici que in archivio regio conservantur, sicut patet in uno ex multis, causa exempli, de castro Pretine, sito in justiciariatu Capitate, de quo relationes seu consultationes usque ad Alamaniam ad ipsum imperatorem deducte fuerunt. Quibus per eum receptis et examinatis cum deliberatione consilii plenius respondebat. Est enim et alia ratio dicte vestre ordinationis rege expedientem observantiam persuadens quia a tempore felicitis adventus in regnum ipsum Sicilie clare memorie domini Caroli primi, Jherusalem et Sicilie regis, illustris incliti avi vestri, quod jam anni sexa-ginta et ultra fluxerunt, comitatus Provincie et Forcalquerii caruerunt quasi tota-liter presentia dominorum absentium et dominantium in dicto regno Sicilie, per quod comitatus ipsi sunt in facultatibus multipliciter diminuti : propter quod dili-genter sunt querenda remedia ut rationabiliter recuperentur deperdita et dimi-nuenda vitentur quia in hiis que diminutionem publice utilitatis respiciunt et respicere possunt, sunt et esse debent prohibite occasiones diminutiones et remis-siones quecumque, argumentum Codice *ne rei dominice vel templorum*, lege finali<sup>80</sup>, et Codice *de vectigalibus et commissis*, lege *omnium*<sup>81</sup>, Codice *de petitis honorum sublatis*, lege finali, § *pari ratione*, libro X<sup>o</sup><sup>82</sup>, *de saltibus et fondis rei dominice*<sup>83</sup>,

75. C 7, 37, 3.

76. Aut. 3, 4, 17, 4.

77. Aut. 9, 3, 120, 7.

78. C 6, 51, 1, 14.

79. C 12, 62, 3.

80. C 7, 38, 3.

81. C 4, 61, 6.

82. C 10, 12, 2.

lege si que de fundis patrimonialibus lege omnis<sup>84</sup>, libro XII<sup>o</sup>, et Codice de aqueductu, lege diligenter, libro XI<sup>o</sup><sup>85</sup>. Expedi igitur quod antequam cause fiscales predicti decendant ymo antequam concludatur in ipsis de earum meritis atque processibus vestra majestas consenciam habeat per consultationem seu relationem eidem majestati vestre per officiales vestros exinde serius facienda, ut defectus si qui habiti vel commissi sunt in causis eisdem per restitutionem in integrum vel alios modos congruos ex jure provisionis et deliberationis iudicio suppleantur ibidem, eo presertim quia rem publicam, ut pupillam, interdum jure extraordinario juvari et restitui oporteat, ut Codice de jure rei publice, lege rem publicam, libro XII<sup>o</sup><sup>86</sup>, nisi quidem si fieret post conclusionem et decisionem cause, frustra quereretur remedium et que negligenter forte forent habita vel commissa grave forsitan et irremediabile iuribus eorundem comitatum et eorum utilitati publice prejudicium generarent. Ultimo loco restat allegationibus et scripturis productis pro parte dictorum nobilium rationabiliter respondere, que licet copiose et solennes existant, illis tamen iudicio vestro potest prompte et debite responderi, ex eo quod presupponunt ea que prefata vestra regia ordinatio non dicat vel exprimit quoquomodo; fundantur enim scripture et allegationes ipse super eo, principaliter ymmo totaliter, quod majestas vestra non possit neque debeat de causis comitatibus ventilatis in regno prefato cognoscere et pro illis contentiosam jurisdictionem exercere ibidem et circa illarum discussionem atque decisionem fideles et subditos vestros de comitatibus antedictis invitos propterea retrahere. Quod ordinatio ipsa vestra non exprimit neque dicat, ut superius est expressum, immo si ordinatio ipsa sano et vero iudicio pendatur, nihil aliud dicat vel statuit nisi quod ante conclusiones seu decisiones causarum fiscalium fiat majestati regie consultatio seu relatio de causarum meritis et processibus memoratis quod juste fieri potest, sicut ex superioribus est ostensum, unde salva pace allegantium super alio et ad aliud allegationes et scripture ipse fundantur et dirigantur quam facti qualitas exigit vel requirat. Et si dicatur quod in speciali multum obstat predictis lex illa de qua re, ff de iudiciis<sup>87</sup>, pro parte dictorum nobilium allegata, qua expresse cavetur quod iudex de qua re cognovit de ea pronunciare debet satis prompte et clare, respondetur quod predictam ordinationem regiam non tollitur vel interdicatur quando senescallus dictorum comitatum vel alii iudices ad quos spectat de causis ipsis de quibus cognoverunt finaliter pronuncient vel pronunciare debeant, precedente tamen consultatione seu relatione majestati regie factis, et mandato seu jussione regia proinde subsequenti, licet cum debito temporis intervallo quia quod ad tempus abest perinde est ac si non abesset, Codice de verborum significatione, lege I<sup>a</sup> et II<sup>a</sup><sup>88</sup>, de legatis, III<sup>o</sup>, si ita<sup>89</sup>. Cum enim senescallus et alii iudices ad quos spectat de causis ipsis cognoverint, usque ad conclusionem et decisionem exclusive, pendente dicta consultatione seu relatione domino nostro rege, exinde ut predicatur facienda, non desinunt esse iudices causarum illarum

83. C 11, 67.

84. Citations inexactes.

85. C 11, 43, 9.

86. C 11, 30, 3.

87. D 5, 1, 74.

88. D 50, 16, 1 &amp; 2.

89. D 32, 1, 9.

de quibus relatio ipsa pendet, argumentum ff *de judiciis, si longius*<sup>90</sup>, ff *de excusationibus tutorum, non solum* in fine, et lege sequenti<sup>91</sup>, § *et hoc nec divertisse* dicitur que brevi reversura est, ff *de divorsiis*, lege III<sup>a</sup>, *de Regulis juris, quicquid*<sup>92</sup>. Item quod medio tempore accedit non mutat rei conditionem ff *de statu hominum in servorum*, in fine<sup>93</sup>, ff *de heredibus instituendis, solemus*<sup>94</sup>. Item si dicatur similiter quod in speciali multum obstat predictis quia in causis fiscalibus et divinam domum tangentibus servatur ordo juris communis quo vivit omne hominum genus, ut Codice *de conductoribus domus Auguste, lege I<sup>a</sup>*<sup>95</sup>, et *de delatoribus*, lege penultima<sup>96</sup>, sicuti pro parte dictorum nobilium exitit allegatum. Respondetur quod hoc veritatem habet in omnibus, preterquam in illis que sunt signanter pro fisco in jure expressa et sibi specialiter reservata, ut est videre ff *de jure fisci lege fiscus cum in privati locum*, in fine<sup>97</sup>. Sed hujusmodi quod in ipsa regia ordinatione continetur est de numero illorum que sunt in jure principi seu fisco specialiter reservata, ut patet in lege *bene a Zenone*<sup>98</sup>, circa remedium superius allegata. Ergo predicta non obstant. Super eo autem quod in scripturis predictis oblati et assignati pro parte ipsorum nobilium fundamentaliter et principaliter continetur, videlicet quod de causis emergentibus inter homines comitatum eorundem et fiscum vestrum vel alias non potest neque debet majestas vestra in regno predicto cognoscere, et ibidem contentiosam jurisdictionem exercere et ipsos in regnum predictum propterea invitos trahere, prout in scripturis et allegationibus ipsis plenius et diffusius continetur, licet multa et varia jura possent aduci ac etiam allegari circa hoc, que facerent in favorem juris et jurisdictionis sacre vestre regie majestatis, eo presertim quod questionem ipsam invenimus a tempore clare memorie domini. genitoris vestri per majores et peritiores de consilio suo et toti mundi famosos examinatum et non tempore dominationis vestre, ut ponebatur, tantummodo suscitatum. Quia tamen de hoc ex vigore vel serie prefate ordinationis regie ad presens non agitur neque intenditur. Ideo circa illud pro parte majestatis vestre necessario presentialiter aliquid dicendum fore non vidimus vel etiam allegandum.

Quibus quidem omnibus sicut premititur in dicto consilio publicatis et lectis, predictus dominus senescallus precepit et voluit per me infrascriptum notarium, de predictis publicatione et tenoribus ipsarum litterarum capitalorum et responsionum aliorum que in eis contentorum, fieri publicum instrumentum in archivio regio aqensi ad perpetram cautelam curie conservandum.

Actum Aquis, infra palatium regium civitatis Aquensis, presentibus prefatis dominis de consilio regio superius nominatis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis, et me, Poncio Bodoni, de Argentaria, notario publico in comitatibus Provincie et Forcalquerii auctoritate regia constituto, qui premissa omnia et singula de mandato dicti senescalli in publicam formam redigi et signo meo consueto signavi [signum manuale notarii].

90. D 5, 1, 18.  
 91. D 27, 1, 10 & 11.  
 92. D 24, 2, 3.  
 93. D 50, 17, 48.  
 94. D 1, 5.  
 95. D 28, 5, 6, 2.  
 96. C 11, 72, 1.  
 97. C 10, 11, 7.  
 98. D 49, 14, 6.  
 99. C 7, 37 (cf n. 75).